

La traduction qui n'en est pas une : la traduction des nouvelles et ses enjeux

Kyle Conway

Volume 22, numéro 2, 2010

La traduction à l'ère de la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1009120ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1009120ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Presses universitaires de Saint-Boniface (PUSB)

ISSN

0843-9559 (imprimé)

1916-7792 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Conway, K. (2010). La traduction qui n'en est pas une : la traduction des nouvelles et ses enjeux. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 22(2), 153-162. <https://doi.org/10.7202/1009120ar>

Résumé de l'article

Le présent article parle de la traduction dans trois sens du mot : l'acte de traduire, le produit de cet acte et les mots qu'on emploie comme outils pour accomplir cet acte. Il examine les rapports entre ces trois sens pour décrire trois paradoxes touchant à la traduction journalistique. Le premier : la traduction des nouvelles (c'est-à-dire l'acte lui-même) ne produit aucune traduction comme telle (c'est-à-dire aucun texte cible). Le deuxième : la traduction semble servir d'outil qui permet aux journalistes d'être « objectifs », mais en fait, elle introduit la perspective dans leurs reportages. Le troisième : dans la sphère publique, et surtout dans l'arène politique, les « traductions » de mots surchargés de connotations (leur soi-disant « équivalents ») ne sont pas équivalents.

La traduction qui n'en est pas une: la traduction des nouvelles et ses enjeux

Kyle CONWAY
University of North Dakota

RÉSUMÉ

Le présent article parle de la traduction dans trois sens du mot: l'acte de traduire, le produit de cet acte et les mots qu'on emploie comme outils pour accomplir cet acte. Il examine les rapports entre ces trois sens pour décrire trois paradoxes touchant à la traduction journalistique. Le premier: la traduction des nouvelles (c'est-à-dire l'acte lui-même) ne produit aucune traduction comme telle (c'est-à-dire aucun texte cible). Le deuxième: la traduction semble servir d'outil qui permet aux journalistes d'être «objectifs», mais en fait, elle introduit la perspective dans leurs reportages. Le troisième: dans la sphère publique, et surtout dans l'arène politique, les «traductions» de mots surchargés de connotations (leur soi-disant «équivalents») ne sont pas équivalents.

ABSTRACT

This article considers three meanings of the word "translation": the act of translating, the product of this act, and the words that translators use as tools to accomplish this act. It examines the relationships between these three meanings to describe three paradoxes related to news translation. The first paradox is that news translation (that is, the act of translating itself) produces no translation as such (that is, no target text). The second is that translation appears to act as a tool that helps journalists to be "objective," but in fact it introduces perspective into their stories. The third is that in the public sphere, and especially in the political arena, "translations" of semantically charged words (so-called "equivalents") are not in fact equivalent.

La pratique de la «traduction» dans les nouvelles est une chose paradoxale. Le langage même de la traductologie – «source», «cible», et même «traducteur» – ne convient pas pour en rendre compte ou la décrire. Rares sont les journalistes, par exemple, qui reproduisent intégralement dans la langue de leurs lecteurs (ou auditeurs ou spectateurs) un article écrit dans une autre langue. Ils sont pourtant souvent appelés à reformuler ce qu'un politicien ou un autre personnage public dit dans une langue que leur auditoire ne comprend pas. Il y a donc bien une «traduction» qui se fait, mais ce n'est pas une traduction au sens strict, puisqu'elle n'entraîne pas la production d'un texte cible.

Quels sont les enjeux de cette traduction qui n'en est pas une? Ouvre-t-elle une fenêtre sur d'autres cultures ou confirme-t-elle au contraire les préjugés qu'ont les consommateurs de nouvelles à l'endroit des personnes qu'ils perçoivent comme «étrangères»? Ces questions sont d'autant plus pressantes que le contact interculturel, qu'il s'effectue entre nations indépendantes ou entre communautés linguistiques au sein d'un même pays, comme c'est par exemple le cas au Canada, se fait de plus en plus par le biais des médias.

Je commencerai ici à répondre à ces questions. Je décrirai trois paradoxes qui caractérisent la traduction des nouvelles: le premier, celui qui a inspiré le titre de mon texte: la traduction des nouvelles ne produit aucune traduction en tant que telle, c'est-à-dire aucun texte cible; le deuxième dérive du premier: si la traduction semble faire office d'outil qui donne aux journalistes des apparences d'«objectivité», elle n'en introduit pas moins une perspective spécifique et orientée dans les reportages; et le troisième dérive des deux précédents: dans l'espace public, et surtout en politique, les «traductions» de mots surchargés de connotations n'en rendent pas toujours adéquatement compte, c'est-à-dire que l'équivalence entre un mot et sa «traduction» n'est qu'apparente, et ce, pour plusieurs raisons. À l'ère de la mondialisation, où notre dépendance à l'information ne cesse de s'accroître, la traduction des nouvelles risque de passer inaperçue. Je conclurai donc avec la question suivante: que faut-il faire pour sensibiliser les journalistes aux questions linguistiques et aux enjeux de la traduction?

PREMIER PARADOXE

Avant de commencer, je dois avouer que je joue avec les mots. Le mot «traduction» a au moins trois sens: c'est l'acte de traduire, c'est le produit de cet acte, et ce sont les mots qu'on emploie comme outils pour accomplir cet acte. Ces jeux de mots – sans parler des processus de la traduction des nouvelles – remettent en question certaines idées reçues sur les rapports entre cet acte, son produit et ses outils.

Pour ce qui est de la traduction des nouvelles, la première remise en question a trait au rapport entre l'acte de traduire et son produit. À quelques exceptions près, les journalistes ont très peu tendance à prendre des articles ou des reportages pour les traduire intégralement dans une autre langue. Une exception instructive relève d'une enquête menée pour la Commission royale sur les quotidiens au début des années quatre-vingt. Dans leur rapport sur les agences de presse, Carman Cumming, Mario Cardinal et Peter Johansen (1981) ont décrit les services anglais et français de la Presse canadienne. Le service anglais déployait des reporters d'un bout à l'autre du pays, de Terre-Neuve-Labrador jusqu'en Colombie-Britannique, ce qui inclut le Québec. Pour mieux faire comprendre le Québec au reste du Canada, ces reporters écrivaient des articles en anglais, dans lesquels ils «interprétaient» la «belle province» pour leurs lecteurs anglophones. Par contre, la Presse canadienne considérait le service français comme un service régional, semblable à celui de l'Ouest canadien, par exemple, et ne déployait de reporters qu'au Québec. Ce qui signifie que l'obtention de nouvelles émanant du reste du pays était le résultat de traductions par des journalistes montréalais de documents rédigés par des reporters anglophones dans les autres provinces. Il est clair, dans le rapport soumis à la Commission royale, que les gens qui travaillaient pour le service français appréciaient très peu de faire office de simples traducteurs ou interprètes.

Cette exception est instructive parce qu'elle met en relief les raisons pour lesquelles les journalistes ne traduisent d'habitude pas les textes dans leur intégralité: ils perçoivent l'acte de traduire comme un acte dérivé (Bassnett, 2005). Cependant, ils ont souvent besoin de ré-exprimer des paroles prononcées ou des textes produits dans une autre langue pour leurs lecteurs, auditeurs ou spectateurs. Leur but est de créer un

texte neuf qui suit les normes journalistiques de l'organisation pour laquelle ils travaillent (Orengo, 2005). Ils y incorporent ces paroles traduites, ce qui leur permet de fournir des cadres d'interprétation qui correspondent aux attentes de leurs lecteurs (Gambier, 2006). De cette façon, ils traduisent sans aboutir à des traductions, c'est-à-dire qu'ils font l'acte de traduire sans pour autant arriver à son produit textuel conventionnel. Voilà le premier paradoxe.

DEUXIÈME PARADOXE

Si la traduction semble faire office d'outil qui donne aux journalistes des apparences d'«objectivité», elle n'en introduit pas moins une perspective spécifique et orientée dans les reportages.

Le mode d'incorporation de paroles traduites est plus important qu'il ne paraît à première vue. D'une part, l'incorporation de paroles (qu'elles soient traduites ou pas) permet aux journalistes de présenter les «deux côtés» d'une histoire et, du même coup, d'affirmer qu'ils maintiennent un équilibre représentatif. D'autre part, les journalistes occupent une position (à la fois au sein de leur organisme et dans la société), qui est conditionnée par l'histoire, et cette position leur impose une certaine perspective dont on peut percevoir des traces textuelles dans la façon dont ils incorporent des paroles à leurs reportages. Autrement dit, l'incorporation de paroles traduites sert à renforcer la prétention au reportage objectif en même temps qu'elle introduit une perspective personnelle.

En voici un exemple. Les réseaux anglais et français de la Société Radio-Canada – c'est-à-dire la CBC en anglais et Radio-Canada en français – appartiennent à un seul diffuseur national. Pourtant, leurs émissions de nouvelles ont développé des styles visuels assez différents. Dans les années cinquante, au moment où la télévision commençait à remplacer la radio dans son rôle de moyen de communication de masse prédominant au Canada, leurs styles se ressemblaient. Cependant, à partir des années soixante, les deux réseaux ont commencé à diverger à cause des pressions politiques et économiques que chacun subissait. Radio-Canada, qui servait surtout un Québec en pleine Révolution tranquille, commençait à faire face à des accusations de séparatisme de la part du gouvernement

fédéral (Thibault, 1991). Pourtant, les journalistes voulaient «démontrer leur impartialité» (Robillard, 1994, p. 87). L'une de leurs approches était d'attribuer de façon très délibérée toute parole controversée à la personne qui l'avait prononcée, c'est-à-dire de faire une distinction très nette entre les interventions des journalistes et celles des personnes interviewées. S'ils incluaient une voix *off*, les journalistes attendaient que l'interviewé dise deux ou trois phrases avant de faire entendre leur traduction, et ils fournissaient assez souvent des sous-titres pour que chaque interlocuteur soit clairement identifié. Comme l'explique Daniel L'Heureux, ancien journaliste pour *Le Téléjournal*,

[...] chaque mot a son importance, il importe [donc] de citer celui qui l'a dit dans le texte, parce qu'il y a des téléspectateurs qui pourraient se dire: "Bien non, impossible, il n'a sûrement pas dit ça. On a dû fabuler, interpréter son propos [...]" Dans un tel cas, je demanderais à nos services de production de mettre une traduction écrite au bas de l'écran et je la ferais entendre intégralement.¹

Une étude de la couverture des accords constitutionnels du Lac Meech et de Charlottetown, où les journalistes devaient constamment traduire ce que disaient les politiciens, montre que cette approche était encore courante dans les années quatre-vingt-dix (Conway, 2011, p. 60-81).

Par contre, du côté anglais, les pressions étaient de nature économique. À partir des années soixante, la CBC a dû faire concurrence aux réseaux américains comme NBC, ABC, et surtout CBS. La CBC, à l'instar de ses concurrents, a commencé à présenter de plus en plus d'images d'actualité avec une voix *off*, contrairement à Radio-Canada, qui présentait plus souvent le reporter à l'écran. Puisque le gouvernement fédéral n'accusait pas la CBC d'avoir des tendances séparatistes, les journalistes ne ressentaient pas le même besoin que leurs homologues à Radio-Canada d'attribuer si délibérément et si clairement les paroles controversées aux gens qui les avaient prononcées. Ils laissaient parler leurs interviewés moins longtemps avant de faire entendre leur traduction en voix *off*, et, par conséquent, le spectateur entendait la voix du journaliste plus que celle de l'interviewé. Et, dans le même ordre d'idées, ils utilisaient beaucoup moins les sous-titres. En revanche, ils s'occupaient davantage de l'aspect visuel et du rythme de montage, comme

l'explique le journaliste Neil MacDonald de l'émission *The National*:

I use subtitles in documentaries and voice-over translation in news. The reason is this: News is faster paced, and the clips are sometimes very short. Too short, in many cases, for the viewer to read and digest the subtitle.²

Voilà donc le deuxième paradoxe. La traduction permet aux journalistes d'être «objectifs» en fournissant des perspectives différentes, mais leur acte de traduire, c'est-à-dire la façon dont ils présentent le produit de cet acte, relève justement de la position qu'ils occupent et introduit ainsi une perspective personnelle.

TROISIÈME PARADOXE

Dans l'espace public, et surtout dans le milieu de la politique, les «traductions» de mots surchargés de connotations ne traduisent pas ces connotations.

Il s'agit ici du rapport entre l'acte de traduire, tel que je le décris plus haut, et les mots qu'on emploie, c'est-à-dire les mots qu'on traite comme «équivalents». Puisqu'un mot et son «équivalent» circulent dans des contextes linguistiques et culturels différents, le sens de l'un ne correspond pas directement au sens de l'autre. Par «sens», je veux dire l'ensemble d'associations qu'un mot évoque chez l'auditeur. Le sens d'un mot n'est que partiellement stable, comme l'explique le sémiologue russe Mikhaïl Bakhtine:

Le mot ne se présente pas comme un mot tiré du dictionnaire, mais comme faisant partie des énonciations les plus variées des locuteurs A, B, ou C appartenant à la même communauté linguistique, ainsi que des multiples énonciations de sa propre pratique linguistique (Bakhtine, 1977, p. 102).

Autrement dit, quand un locuteur emploie un mot, il doit tenir compte de la façon dont les gens l'ont employé avant lui, comme devront le faire les locuteurs qui le suivront. C'est ainsi qu'un mot accumule ses associations. En ce qui a trait aux mots surchargés de connotations politiques, ces usages dont on doit tenir compte diffèrent selon le contexte historique et social.

En voici un exemple. L'Accord constitutionnel du Lac Meech aurait reconnu le Québec comme une «société distincte» ou une «distinct society». Le débat sur la spécificité du Québec a été amplement couvert par Radio-Canada et la CBC. «Société distincte» n'évoquait pas pour autant la même chose que «distinct society», même si les deux termes avaient un statut équivalent dans le texte de l'accord. Historiquement parlant, le terme «société distincte», qui est apparu pour la première fois en 1965 dans le rapport préliminaire de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, désignait les aspects sociologiques qui distinguaient le Québec des autres provinces, mais il a pris des dimensions politiques, juridiques et émotionnelles au cours des débats constitutionnels des années soixante-dix et quatre-vingt.

Au moment de l'échec de l'Accord du Lac Meech, les sens différents des termes «société distincte» et «distinct society» provenaient en partie des décisions prises par les journalistes lorsqu'ils choisissaient les personnes à interviewer et qu'ils incorporent des traductions à leurs reportages. Considérons les émissions *Le Téléjournal* de Radio-Canada et *The National* de la CBC en juin 1990. Entre le 9 juin (le moment où les premiers ministres fédéral et provinciaux ont finalisé leurs négociations visant à garantir l'entérinement de l'accord par le Manitoba et Terre-Neuve) et le 25 juin (deux jours après que l'Assemblée législative du Manitoba a dépassé la date-limite pour procéder au vote), chaque émission a produit soixante-trois reportages sur l'accord. Le sujet le plus fréquent au *Téléjournal* était le Québec. Il y a eu quatorze reportages sur la province, au cours desquels il a souvent été question de «société distincte». Au *National*, le Québec n'a figuré que dans sept reportages, et le vote au Manitoba et la politique fédérale ont été des sujets plus fréquents avec respectivement quatorze et onze reportages. L'ensemble des associations évoqué par «société distincte» était donc plus riche et plus axé sur des perspectives québécoises que celui évoqué par «distinct society». Au *Téléjournal*, «société distincte» a fini par évoquer une province avec ses propres institutions politiques et sociales où le français était la langue majoritaire, et l'usage du terme semblait impliquer que le rejet de l'accord et de la clause «société distincte» équivalait à un rejet du Québec tout court. Par contre, au *National*, «distinct society» se limitait à une clause d'un accord impopulaire, ce qui

impliquait qu'il était possible d'affirmer la valeur du Québec dans le contexte canadien plus large même si l'accord était rejeté (Conway, 2011, p. 104-128).

Cette esquisse est forcément schématique, mais elle illustre le troisième paradoxe et, par là, les implications du rapport entre les trois «traductions» que j'ai énumérées plus haut. Les mots surchargés de connotations et les mots qui sont censés être leurs «équivalents» ne se substituent pas les uns aux autres de manière transparente. Par contre, les journalistes qui incorporent des paroles traduites à leurs reportages finissent par mettre l'accent sur certaines connotations aux dépens d'autres, de sorte que ces mots et leurs «équivalents» finissent par évoquer des associations différentes pour les spectateurs (auditeurs ou lecteurs) appartenant à des groupes linguistiques différents. On pourrait croire qu'en parlant d'une «société distincte» et d'une «distinct society», on parlait de la même chose, mais en fait, il se peut bien qu'on évoque des choses très différentes sans même s'en apercevoir.

CONCLUSION

Ces paradoxes soulèvent des questions importantes vis-à-vis de la formation des journalistes. La première est celle-ci: est-il possible de surmonter les obstacles posés par les paradoxes que j'ai décrits ici? Je soutiens ailleurs, d'une manière plus étayée, que la réponse est non: ce n'est pas possible parce qu'on ne peut jamais s'extraire de son contexte social et qu'on ne peut pas faire abstraction de la nature sociale des processus de la signification (Conway, 2011). Ceci soulève la deuxième question: si ces paradoxes sont finalement insurmontables, que faut-il enseigner à leur sujet dans des écoles de traduction ou de communication? À mon avis, les écoles de traduction ont une avance sur les écoles de communication dans la mesure où elles encouragent leurs étudiants à adopter une attitude métacognitive et à avoir un point de vue critique sur leur propre travail. J'enseigne dans un programme de communication interdisciplinaire où mes étudiants apprennent à écrire, si je fais bien mon travail, mais très peu d'entre eux se rendent compte de l'effet qu'ils ont sur le langage même qu'ils emploient. Mais cette sensibilisation autocritique devrait valoir autant pour les étudiants en traduction que pour les étudiants en communication. Les questions de traduction font partie d'un ensemble plus large de

questions qui portent sur la culture, questions auxquelles les journalistes comme les traducteurs auront à faire face dans un environnement de plus en plus mondialisé.

La forme des cours où on traitera du rôle de la traduction journalistique reste à déterminer. Ce qui est clair, c'est qu'il est surtout question de notre rencontre avec l'autre, la rencontre des anglophones et des francophones au Canada n'étant qu'un exemple parmi d'autres. Les questions soulevées par la traduction des nouvelles restent pressantes, et leur importance continue à augmenter au fur et à mesure que les forces de la mondialisation s'accroissent.

NOTES

1. Courriel en date du 8 décembre 2006.
2. Courriel en date du 30 janvier 2007.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKHTINE, Mikhaïl (1977) *Le marxisme et la philosophie du langage: essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris, Éditions de minuit, 233 p. [traduction et présentation de Marina Yaguello]
- BASSNETT, Susan (2005) «Bringing the News Back Home: Strategies of Acculturation and Foreignisation», *Language and Intercultural Communication*, vol. 5, n° 2, p. 120-130.
- CONWAY, Kyle (2011) *Everyone Says No: Canadian Public Service Broadcasting and the Failure of Translation*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 210 p.
- CUMMING, Carman, CARDINAL, Mario et JOHANSEN, Peter (1981) *Les agences de presse*, Ottawa, Commission royale sur les quotidiens, 84 p.
- GAMBIER, Yves (2006) «Transformations in Global News», dans CONWAY, Kyle et BASSNETT, Susan (dir.) *Translation in Global News: Proceedings of the Conference Held at the University of Warwick, 23 June 2006*, Coventry, University of Warwick Centre for Translation and Comparative Cultural Studies, p. 9-21.
- ORENGO, Alberto (2005) «Localising News: Translation and the «Global-national» Dichotomy», *Language and Intercultural Communication*, vol. 5, n° 2, p. 168-187.

- ROBILLARD, Sylvie (1994) *Contextes d'émergence d'un style de reportage télévisuel à Radio-Canada*, thèse (M.J.), Carleton University, Ottawa, 143 p.
- THIBAUT, Marc (1991) «L'identité nationale et Radio-Canada», dans LOCHEAD, Richard (dir.) *Au-delà de l'écrit: le patrimoine de la radio-télédiffusion des nouvelles au Canada / Beyond the Printed Word: the Evolution of Canada's Broadcast News Heritage*, Kingston, Quarry Press, p. 253-257. [Actes d'un colloque qui a eu lieu aux Archives nationales du Canada du 20 au 22 octobre 1988]